

Étude des crédits 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

COMMISSION QUÉBÉCOISE
DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	SUJET DE LA QUESTION	PAGE
	Liste des sites Internet pour la diffusion de l'information	
QG-001	Voyages hors QC	1
QG-002	Voyages en avion - Conseil des ministres et cabinets	2
QG-003	Dépenses publicités articles promotionnels commandites	3
QG-004	Dépenses conférences de presse	4
QG-005	Dépenses formation communication	5
QG-006	Contrats de moins de 25k\$	6
QG-007	Liste d'appels d'offres publics	9
QG-008	Consultants externes	10
QG-009	Projets informatiques	11
QG-010	Hébergement des données	12
QG-011	Dépenses diverses	13
QG-012	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	14
QG-013a	Minorités visibles 35 ans et +	15
QG-013b	Minorités visibles - de 35 ans	16
QG-013c	Jours de maladie	17
QG-013d	Réserve de maladie	18
QG-013e	Heures supplémentaires	19
QG-013f	Jours de vacances	20
QG-013g	Réserve de jours de vacances	21
QG-013h	Effectifs	22
QG-013i	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	SUJET DE LA QUESTION	PAGE
QG-013j	Effectifs complexité	24
QG-013k	Effectifs traitement supérieur	25
QG-013l	Effectifs 5 prochains exercices	26
QG-013m	Nombre employés permanents et temporaires	27
QG-013n	Départs volontaires	28
QG-013o	Postes abolis par ministère	29
QG-013p	Effectif autorisé Loi 15	30
QG-013q	Postes vacants	31
QG-014a	Départ à la retraite	32
QG-014b	Remplacement selon PGRH	33
QG-014c	Retraités à contrat	34
QG-015	Baux	35
QG-016	Actifs immobiliers excédentaires	36
QG-017	Aménagement	37
QG-018	Membres du Cabinet	38
QG-019	Budget discrétionnaire	39
QG-020	Personnel hors structure	40
QG-021	Personnel en disponibilité	41
QG-022	Occasionnels mis à pied	42
QG-023	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	43
QG-024	Abonnements	44
QG-025	Billets de saison, loges, club privé	45

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	SUJET DE LA QUESTION	PAGE
QG-026	Sites Internet	46
QG-027	Visites ministérielles et sous ministérielles	47
QG-028	Adjointes parlementaires	48
QG-029	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	49
QG-030	Crédits périmés et gel de crédits	50
QG-031	Revenus autonomes et tarification	51
QG-032	Plan de réduction	52
QG-033	Transferts du gouvernement fédéral	53
QG-034	Primes au rendement et bonis - SCT	54
QG-035	Primes au rendement et bonis - Cabinet	55
QG-036	Primes de départ, allocation de transition	56
QG-037	Augmentations de salaire	57
QG-038	Reconduction des programmes existants	58
QG-039	Initiative ou majoration programmes existants	59
QG-040	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	60
QG-041	Taux d'absentéisme	61
QG-042	Cotisation à des associations	62
QG-043	Sondages	63
QG-044	Achats crédits carbone	64
QG-045	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	65
QG-046	Plan d'action Personnes handicapées 2021-2024	66
QG-047	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	67

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	SUJET DE LA QUESTION	PAGE
QG-048	Rapport CSDEPJ	68
QG-049	Plan action ministériel ou interministériel	69
QG-050	Mesures de télétravail/travail à distance	70
QG-051	Remboursement matériel télétravail	71
QG-052	Soutien employés - santé mentale	72
QG-053	Contrats - firmes consultation	73
QG-054	CT réunions	74
QG-055	Formations	75
QG-056	Concours, tirages et prix	76
QG-057	Communications/affaires publiques	77
QG-058	Incidents de sécurité de l'information	78
QG-059	Rémunération des stages	79
QG-060	Consultation autochtones	80
QG-061	Contrats conclus de gré à gré (proportion et nombre)	81
QG-062	Contrats - firmes consultation	82
QG-063	Dépenses supplémentaires COVID-19	83
QG-064	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	84
QG-065	Amendes perçues 5 dernières années	85
QG-066	Contrats sous-traitance	86
QG-067	Services tarifés	87
QG-068	Actifs possédés meubles et immeubles	88
QG-069	Coûts de système	89

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	SUJET DE LA QUESTION	PAGE
QG-070	Sommes versées dommages exemplaires	90
QG-071	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	91
QG-072	Demandes d'accès à l'information	92
QG-073	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	93
QG-074	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	94
QG-075	Plan d'action prévention de la criminalité au Nunavik	95
QG-076	Plan d'action sécurité civile inondations	96
QG-077	Plan d'action CSESM	97
QG-078	Dépenses PNSC	98

Liste des sites internet pour la diffusion de l'information :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/acces-information/depenses-du-ministere-de-la-securite-publique
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/renseignements-relatifs-aux-depenses.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE (TADP)	https://tadp.gouv.qc.ca/acces-et-diffusion-de-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses#c168
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://upac.gouv.qc.ca/decouvrir-upac/documentation/diffusion-depenses
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 1: Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18)¹.

DATES DE DÉBUT ET DE RETOUR	2023-05-30 au 2023-05-31
ENDROIT	Edmonton
PROGRAMME ET RAPPORT DE MISSION	Rencontre de l'Association canadienne des commissions de libérations conditionnelles.
PERSONNES RENCONTRÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
COÛTS	816 \$
PARTICIPANT	David Sultan, président
ENTENTES SIGNÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
INVESTISSEMENTS ANNONCÉS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 2: Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2023-2024.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17)¹.

RAISONS DU DÉPLACEMENT	Rencontre de l'Association canadienne des commissions de libérations conditionnelles ²
ITINÉRAIRE	Montréal (Québec) à Edmonton (Alberta)
DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	2023-05-30 au 2023-05-31
COÛTS VENTILÉS	442 \$

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

²Il s'agit du même voyage mentionné à la question 1.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 3: Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2023-2024 pour chaque ministère et organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).¹

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de la Commission.¹ Pour les contrats de moins de 25 000 \$, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet, et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 4: Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.).

ORGANISME	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
LISTE DES ÉVÉNEMENTS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉVÉNEMENT VIRTUEL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

PROFESSIONNEL OU FIRME EXTERNE	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
PROFESSIONNEL OU FIRME	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
CONTRATS OCTROYÉS (MODE D'OCTROI ET COÛTS)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
FOURNISSEURS	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
LISTE DES ÉVÉNEMENTS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉVÉNEMENT VIRTUEL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 5: Liste des dépenses en formation de communication.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23)¹.

ORGANISME	
SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
BUT DE LA DÉPENSE	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
LISTE DES FORMATIONS ET NOMBRE TOTAL	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

PROFESSIONNEL OU FIRME EXTERNE	
SOMMES DÉPENSÉES	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.
PROFESSIONNEL OU FIRME	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.
CONTRATS OCTROYÉS (MODE D'OCTROI ET COÛTS)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
FOURNISSEURS	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
BUT DE LA DÉPENSE	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.
LISTE DES FORMATIONS ET NOMBRE TOTAL	Cette question est déjà répondue par d'autres sous-questions de cette même question.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 6: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de la Commission¹.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	COÛT
Amini, Mahmoud	Service d'interprétariat en audience	516 \$
Anima conférences et formations	Présentation d'une conférence	3 151 \$
Artoun Traiteur inc.	Service de traiteur	2 288 \$
Ateliers de l'E.D.Q., Les	Plaquette d'identification	80 \$
Bhuller, Tejinder Singh	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Bureau en gros	Fourniture de bureau	626 \$
Carluccio, Teresa	Comité de renouvellement des membres	400 \$
Club Imprimerie inc.	Service d'impression	2 056 \$
Cogitexte inc.	Service de traduction	8 382 \$
École nationale d'administration publique	Présentation d'une conférence	3 044 \$
Enterprise location d'autos	Service de location de voitures	691 \$
Gestion L'Eauthentique inc.	Distributeur d'eau	257 \$
Globex transport messagerie	Service de livraison	20 \$
Iron Mountain Canada Operations ULC	Service de destruction sécuritaire	838 \$

QUESTION 6: Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	OBJET	COÛT
Kabak, Lidia	Service d'interprétariat en audience	129 \$
Longtin, Jean-François	Comité de renouvellement des membres	400 \$
Martins, Irenice	Service d'interprétariat en audience	258 \$
Mendes, Jorge	Service d'interprétariat en audience	387 \$
Mentimeter	Logiciel informatique	410 \$
Novexco inc. (Hamster)	Fourniture de bureau	2 697 \$
Olympique Solutions informatiques	Cartouches d'encre	785 \$
Postes Canada	Enveloppes préaffranchies	957 \$
Pro-Actif	Service de révision linguistique et service de conception graphique	4 715 \$
Purolator inc.	Service de livraison	684 \$
Régie de l'assurance maladie du Québec	Service de renseignements personnels	7 914 \$
Ressource pour personnes handicapées Abitibi-Témiscamingue-Nord du Québec	Service d'interprétariat en audience	240 \$
Revenu Québec	Service d'impression	58 \$
Revenu Québec	Service d'archivage	19 798 \$
Revenu Québec	Service de messagerie	3 285 \$
Rock, Clément	Service d'interprétariat en audience	770 \$
Auberge Godefroy	Location de salle et service	2 500 \$
Solutions M3	Immobilier	1 441 \$
Stericycle, ULC	Service de destruction sécuritaire	1 267 \$
Thach, Hai	Service d'interprétariat en audience	258 \$
Tran, The Nghi	Service d'interprétariat en audience	387 \$
Tukalak-Mount, Yolande	Service d'interprétariat en audience	825 \$

QUESTION 6:

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024.

NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MANDAT DES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
RÉSULTAT DES SOUS-TRAITANTS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
DATE D'OCTROI DU CONTRAT	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
ÉCHÉANCIER	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MODE D'OCTROI	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
NOMS DES SOUMISSIONNAIRES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MONTANT DES SOUMISSIONS	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 7: **Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 8: Pour chaque ministère et organisme, la liste des consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 9: Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2023-2024, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante :
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 10: L'hébergement de données en infonuagique pour l'année financière 2023-2024.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 11: Montants, pour l'année 2023-2024, de diverses dépenses.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

PHOTOCOPIE ¹	-
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	2 059 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE	257 \$
REMBOURSEMENT DE FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS ²	38 196 \$
ENSEMBLE DES DÉPENSES DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES, PERFECTIONNEMENT ET RESSOURCEMENT AU QUÉBEC ³	1 880 \$
ENSEMBLE DES DÉPENSES DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES, PERFECTIONNEMENT ET RESSOURCEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC ³	0 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	150 \$

¹ La réponse à cette question est transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

² Comprend les frais de déplacements liés aux formations.

³ Exclut les frais de transport, d'hébergement et de repas.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 12:

Montants, pour l'année 2023-2024, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-A: Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus en 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-B: Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles, pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins en 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-C: Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-D: Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-E: Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-F: Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-G: **Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emplois.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-H: Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d’emplois qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation.

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1° de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette Loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-I: Le nombre d'effectifs réguliers par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-J: Le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-K: Le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche à accomplir.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-L: Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-M: Le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-N: Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-O: Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.

La Commission n'a pas aboli de postes pour l'année financière 2023-2024.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-P: L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 13-Q: Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

	TES	CADRES	PROFESSIONNELS	FONCTIONNAIRES	AGENTS DE LA PAIX ¹	OUVRIERS ¹
--	-----	--------	----------------	----------------	--------------------------------	-----------------------

POSTES VACANTS						
Capitale-Nationale				1	-	-
Montréal	1			1	-	-
N/A			1	1	-	-

ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET NON COMBLÉS						
Capitale-Nationale				1	-	-
Montréal	1			1	-	-
N/A			1	1	-	-

¹La Commission n'a pas d'employés dans les catégories agents de la paix et ouvriers.

Données en date du 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 14-A: Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 14-B: Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*.

NOMBRE DE REMPLACEMENTS	Aucun remplacement pour l'année financière 2023-2024.
-------------------------	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 14-C: Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

NOMBRE DE RETRAITÉS ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS	Aucun retraité engagé pour un ou des contrats pour l'année financière 2023-2024.
--	--

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 15: Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**)¹.

	SIÈGE SOCIAL	BUREAU DE MONTRÉAL
ADRESSE	300, boul. Jean-Lesage	1, rue Notre-Dame Est
MUNICIPALITÉ	Québec	Montréal
SUPERFICIE LOUÉE	969 m ²	1014 m ²
LOYER MENSUEL	19 011 \$	21 159 \$
COÛTS DES AMÉNAGEMENTS	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.	
DURÉE DU BAIL	La durée du bail est sans fin prévue.	
NOM DU LOCATEUR	Société québécoise des infrastructures.	
SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	
SUPERFICIE INOCCUPÉE	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	
COÛT DE LA LOCATION AU MÈTRE CARRÉ	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	
NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET REVENUS DES SOUS-LOCATAIRES	Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 16: **Les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 17: Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

DATES DES TRAVAUX	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
COÛTS	Aucun aménagement pour l'année financière 2023-2024.
NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX	Aucun aménagement pour l'année financière 2023-2024.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 18:

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l’année 2023-2024.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 19: **Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 26**)¹.

Veillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 20:

Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emplois, rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.

La Commission n'a pas de personnel hors structure pour l'année financière 2023-2024.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 21:

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 22: Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d’occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé.
--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 23: **Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d’autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.**

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 24:	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024.
---------------------	---

NATURE DU SERVICE	FOURNISSEUR	COÛTS
Accès à l'information	Association sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I)	185 \$
Accès AZIMUT	Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	1 293 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 25:	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
---------------------	---

ACHAT DE BILLETS DE SAISON	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
BILLETS DE SPECTACLES OU ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
RÉSERVATION DE LOGES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
FRAIS PAYÉS POUR DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 26:

Le détail pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, la Commission ayant une entente administrative à cet effet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 27: Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 28:	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers, et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024.
---------------------	---

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 29:	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
---------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 30: **Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme pour l'année financière 2023-2024.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 31:	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent.
---------------------	--

L'information concernant la <i>Politique de financement des services publics</i> sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 32:	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.
---------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 33: Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024 en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement.

PROGRAMME OU ENTENTE	Entente administrative relative à la lutte contre la violence fondée sur le sexe.
SOMMES REÇUES	34 086 \$
DATE(S) DES VERSEMENTS	31 mars 2024.
UTILISATION DES FONDS	Salaire pour la création d'un bureau d'accompagnement pour les personnes victimes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 34:	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
---------------------	--

MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
---	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 35: Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2023-2024, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la *Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre*.

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 36:	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
---------------------	--

MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART	127 629 \$
------------------------------------	------------

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 37:	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emplois des augmentations de salaire.
---------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 38: **La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 39:	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
---------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 40: Les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres).

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 41: Pour chaque ministère et organisme, fournir pour 2023-2024 le taux d’absentéisme en ventilant par catégorie d’emplois.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 42: Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement des cotisations à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.

Le remboursement de cotisations à des associations est en conformité avec la *Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor*.

ASSOCIATIONS	NOMBRE D'EMPLOYÉS	COÛTS
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée	4	696 \$
Conférence des juges administratifs du Québec	9	1 040 \$
Institut canadien d'administration de la justice	9	400 \$

Le remboursement de cotisations à des ordres ou corporations professionnels est en conformité avec tout autre document lié aux conditions de travail permettant le paiement de ces cotisations.

ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS	NOMBRE D'EMPLOYÉS	COÛTS
Barreau du Québec	8	12 681 \$
Chambre des notaires	1	1 671 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 43:	Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisé par le ministère ou l’organisme, indiquer la date, la nature, les questions posées, les réponses, la firme retenue et les coûts.
---------------------	--

Aucun sondage ou enquête d'opinion à l'égard de la clientèle ciblée.
--

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 44:	Tout montant dépensé par le ministre ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des activités du ministère ou organisme.
---------------------	---

MONTANT TOTAL DÉPENSÉ VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
---	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 45:	Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024.
---------------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
--

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 46: Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure du Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Comme le stipule la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale, seuls les ministères et organismes gouvernementaux qui emploient au moins 50 personnes, au sens de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., c. V-5.01), sont assujettis aux obligations de l'article 61.1. De ce fait, la Commission n'est pas assujettie aux obligations dudit l'article 61.1 compte tenu qu'elle a moins de 50 personnes à son emploi.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 47:	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivants, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action de développement durable.
---------------------	---

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet de la Commission ¹ .

SOMMES INVESTIES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
-------------------------	---

¹Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 48:	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et les stratégies suivants, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
---------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 49:	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
---------------------	---

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 50: **Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme : le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme, le nombre d'employés au total en ayant bénéficié, le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023, la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié et le nombre d'employés en bénéficiant par nombre de jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail* qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 51: Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL POUR LE TÉLÉTRAVAIL	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
--	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 52: **Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

SOMMES DÉPENSÉES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
NOMBRE DE DEMANDES AU PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE)	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 53: Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation : une copie du contrat, la date de fin du contrat, la valeur prévue du contrat et les sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission¹.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 54: Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 21**)¹.

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 55:	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l’obtention d’une certification ou d’un diplôme), conférences, ateliers, journées d’activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l’année 2023-2024.
---------------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphes 22 et 23) ¹ .
--

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 56: Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024, la liste de tous les concours et tirages réalisés, les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix, l'objectif visé par la tenue de chacun des concours et la liste des concours qui ont pris fin.

CONCOURS OU TIRAGE RÉALISÉS	Aucun concours ou tirage pour l'année financière 2023-2024.
PRIX ET VALEUR	Aucun concours ou tirage pour l'année financière 2023-2024.
OBJECTIF VISÉ	Aucun concours ou tirage pour l'année financière 2023-2024.
CONCOURS TERMINÉ	Aucun concours ou tirage pour l'année financière 2023-2024.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 57: Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024: le nombre d’employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques, le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques, le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d’autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme, le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES	1
NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
NOMBRE ET DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATION ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MEDIATIQUE	Veuillez vous référer à la réponse de la question 6.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

<p>QUESTION 58: Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer, le nombre d’incidents de sécurité de l’information, le type d’incidents et les sommes dépensées en gestion des incidents.</p>

<p>En ce qui a trait à l’information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l’article 28.1 de la Loi sur l’accès.</p>

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 59: Les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS	3
HEURES DE STAGES EFFECTUÉES	Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE	6 668 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 60:	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
---------------------	---

DÉPENSES ALLOUÉES À LA CONSULTATION AVEC LES AUTOCHTONES	Aucune dépense pour l'année financière 2023-2024.
---	---

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 61: **Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 62: Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 63:

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 64: Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 65:	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et article, depuis 5 ans.
---------------------	---

La Loi sur le système correctionnel du Québec (RLRQ, chapitre S-40.1) ne prévoit pas de perception d'amende.
--

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 66: **Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de la Commission.¹

¹Veillez vous référer à la liste des sites Internet.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 67:

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2023-2024** des ministères et organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 68: Indiquer la valeur des actifs possédés : meubles et immeubles.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 69:

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 70: **Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.**

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 71:	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.
---------------------	--

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ .
--

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 72: **Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2023-2024** des ministères et organismes.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 73:	Pour 2023-2024, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche leur soit assignée.
---------------------	--

Il n’y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.
--

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 74: La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

NOMS DES PERSONNES	MANDATS DES COMITÉS	HONORAIRES
Carluccio, Teresa	Renouvellement des membres	400 \$
Longtin, Jean-François	Renouvellement des membres	400 \$

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 75:	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.
---------------------	--

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 76:	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenues dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure: Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.
---------------------	---

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 77:	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure: Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.
---------------------	--

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 78:	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.
---------------------	--

Veuillez vous référer au cahier des renseignements généraux du ministère de la Sécurité publique.

La période concernée est du 1^{er} avril 2023 au 31 janvier 2024.

